

Tendances récentes des recherches historiques africaines et contribution à l'histoire en général

P.D. Curtin

Le but de ce volume et des volumes ultérieurs est de faire connaître le passé de l'Afrique tel que le voient les Africains. C'est une juste perspective — peut-être l'unique façon d'accéder à un effort international; c'est aussi la plus en faveur chez les historiens de l'Afrique, tant en Afrique qu'outre-mer. Pour les Africains, la connaissance du passé de leurs propres sociétés représente une prise de conscience de soi indispensable à l'établissement de leur identité dans un monde mouvant et divers. Aussi, loin d'être considérée comme une coûteuse fantaisie, bonne à mettre de côté jusqu'à ce que soient bien en main des éléments plus urgents du développement, la résurrection de l'histoire de l'Afrique s'est révélée, au cours des dernières décennies, comme un élément essentiel du développement africain. C'est pourquoi, en Afrique et ailleurs, le premier souci des historiens a été de dépasser les vestiges de l'histoire coloniale et de renouer avec l'expérience historique des peuples africains. D'autres chapitres, d'autres volumes traiteront de ces retrouvailles, de l'histoire en tant que tradition vivante et constant épanouissement, du rôle des connaissances historiques dans l'élaboration de nouveaux systèmes d'éducation à l'usage de l'Afrique indépendante. Ce chapitre-ci traitera de la signification, au dehors, de l'histoire de l'Afrique; d'abord, aux yeux de la communauté internationale des historiens, puis pour l'ensemble du grand public cultivé.

Le fait que l'histoire de l'Afrique ait été fâcheusement négligée jusqu'aux années 1950 n'est, dans le domaine des études historiques, que l'un des symptômes d'un phénomène plus vaste. L'Afrique n'est pas seule à tenir

de l'époque coloniale un héritage intellectuel qu'il convient de transcender. Au XIX^e siècle, les Européens ont conquis et subjugué la plus grande partie de l'Asie, tandis que, dans l'Amérique tropicale, le sous-développement et la domination exercée par les Européens d'outre-mer sur les populations afro-américaines et indiennes ont reproduit les conditions du colonialisme là-même où les conventions du droit international signalaient un groupe d'Etats indépendants. Au XIX^e siècle et au début du XX^e, la marque du régime colonial sur les connaissances historiques fausse les perspectives en faveur d'une conception euro-péo-centrique de l'histoire du monde, élaborée à l'époque de l'hégémonie européenne. Dès lors, elle est diffusée partout grâce aux systèmes éducatifs institués par les Européens dans le monde colonial. Là même où jamais les Européens n'avaient dominé, leurs connaissances, y compris les aspects de l'historiographie euro-péo-centrique, faisaient souvent autorité par suite de leur modernisme.

Aujourd'hui, cette vision euro-péo-centrique du monde a presque disparu des meilleurs ouvrages historiques récents; mais elle est encore en honneur chez de nombreux historiens et dans le grand public, aussi bien non occidental qu'occidental¹. Cette persistance provient de ce que, généralement, on « apprenait l'histoire » à l'école et que l'occasion ne se présentait plus de réviser les données acquises. Les historiens spécialisés dans la recherche éprouvent eux-mêmes des difficultés à se tenir au fait des découvertes étrangères au champ de leurs activités. Au regard des toutes dernières recherches, les manuels sont en retard de dix à vingt ans, tandis que les ouvrages d'histoire générale conservent souvent les préjugés désuets d'un savoir suranné. Aucune interprétation nouvelle, aucun élément nouveau n'acquiert droit de cité sans lutte.

En dépit des délais qui séparent la découverte de la vulgarisation, les études d'histoire traversent, dans leur ensemble, une double révolution. Commencée peu après la Seconde Guerre mondiale, celle-ci n'est pas encore achevée. Il s'agit, d'une part, de la transformation de l'histoire en partant de la chronique pour aboutir à une science sociale s'occupant de l'évolution des sociétés humaines, d'autre part, de la substitution aux préjugés nationaux d'une vision plus large.

Vers ces nouvelles tendances, les contributions sont venues de tous côtés: de l'Europe elle-même, d'historiens de l'école nouvelle en Afrique, en Asie, en Amérique latine, des Européens d'outre-mer, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie. Leurs efforts pour élargir le cadre de l'histoire se sont portés simultanément sur des peuples et des régions jusque-là négligés, ainsi que sur certains aspects de l'expérience humaine précédemment ensevelis sous les conceptions traditionnelles et étroites de l'histoire politique et militaire. Dans ce contexte, le seul avènement de l'histoire africaine constituait en soi un précieux concours; mais cela pouvait simplement aboutir à ajouter à d'autres, une nouvelle histoire

1. Le terme « Occident » est employé dans ce chapitre pour désigner les régions du monde qui sont culturellement européennes ou dont la culture est surtout dérivée de celle de l'Europe; il englobe donc, outre celle-ci, les Amériques, l'URSS, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

particulariste, valable en soi, susceptible d'aider au développement de l'Afrique, mais non d'apporter à l'histoire du monde la plus éloquente des contributions.

Il n'est pas douteux que le chauvinisme n'ait été l'un des traits les plus profondément marqués de l'ancienne tradition historique. Dans la première moitié du XX^e siècle, à peine l'historien de qualité commence-t-il à se défaire de l'antique tendance à considérer l'histoire comme propriété quasi privée. Dans cet esprit, l'histoire d'une société donnée n'a de valeur qu'en soi; elle perd, à l'extérieur, toute signification. Au mieux, l'intérêt manifesté par des étrangers s'apparente à l'indiscrétion; au pire, il est espionnage académique. Cette insistance à s'approprier l'histoire est particulièrement marquée dans la tradition européenne du début du XX^e siècle. Les autorités responsables de l'éducation ont tendance à considérer l'histoire comme histoire nationale, non comme une histoire générale de l'Europe, encore moins comme une vision équilibrée de l'histoire du monde. Mythe avoué, l'histoire servait à forger l'orgueil national et l'idée de sacrifice à la Patrie. Lord Macaulay a écrit que l'histoire était à la fois un récit et un « instrument d'éducation politique et morale »². On en attendait qu'elle inculquât le patriotisme, non qu'elle inspirât des vues justes sur le développement de l'humanité. Ce point de vue prévaut toujours dans la plupart des systèmes éducatifs.

Quelques historiens ont fait valoir des objections — les uns au nom de la science, d'autres au nom de l'internationalisme — mais la plupart d'entre eux ont considéré comme normaux les préjugés nationalistes, aussi indésirables qu'ils fussent. En France, il est toujours possible d'accéder à l'agrégation d'histoire tout en ne possédant sur l'Europe située au-delà des frontières françaises que des connaissances rudimentaires — sans parler de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Amérique. Dans plusieurs universités anglaises, il est toujours possible d'obtenir une licence ès lettres, avec mention, sur la base de la seule histoire anglaise. Cet emploi du mot « anglais » (*english*) au lieu de « britannique » (*british*) est intentionnel. Le collégien « anglais » a toutes les chances d'en savoir plus long sur l'histoire de Rome que sur celle du Pays de Galles, de l'Ecosse ou de l'Irlande avant le XVIII^e. Compte tenu des variantes idéologiques, le problème est sensiblement le même en Europe orientale. Seuls les pays européens de moindre importance — le groupe du Benelux, la Scandinavie — semblent considérer plus facilement l'Europe comme un tout.

De même, la méthode nord-américaine fondée (comme ses homologues européennes) sur l'histoire de la civilisation est toujours ethnocentrique. Le problème qu'elle pose est « Comment sommes-nous devenus ce que nous sommes? », et non pas « Comment l'humanité est-elle devenue ce que nous voyons aujourd'hui? ».

Au fur et à mesure qu'ils rejetaient les tendances euro-péo-centriques de leur propre histoire nationale, c'est aux historiens de chaque continent que revenait la tâche de progresser jusqu'à une histoire du monde véridique, dans laquelle l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine auraient un rôle acceptable sur

2. Thomas BABINGTON MACAULAY, 1835 et 1971.

le plan international. Elle revenait plus particulièrement aux historiens dont les travaux portaient sur les cultures différentes et aux historiens africains qui se mettaient à écrire sur l'Asie ou l'Amérique latine, aux Européens ou aux Américains du Nord qui commençaient à interpréter l'histoire de l'Afrique ou de l'Asie au profit de leurs compatriotes, en s'efforçant de s'affranchir des préjugés euro-péo-centriques.

Dans le cadre de cet effort général, le rôle des historiens de l'Afrique — sur le continent et outre-mer — revêtait une importance particulière; ne serait-ce que parce que l'histoire africaine avait été plus négligée que celle des régions non européennes équivalentes, et que les mythes racistes l'avaient plus encore défigurée que celles-ci. Le racisme on le sait est l'un des fléaux les plus difficiles à extirper en raison de son caractère protéiforme. Théorisé sous des formes diverses depuis le XVI^e siècle, il s'est incarné dans l'histoire de façon aiguë et sous forme de génocide à certaines périodes: traite des Noirs, Seconde Guerre mondiale. Il survit encore comme un défi monstrueux en Afrique du Sud et ailleurs. Et cela malgré les travaux de l'Unesco³ et d'autres institutions pour en démontrer la nature irrationnelle. Mais la cure des préjugés est longue, car le racisme est répandu de façon diffuse et immanente dans les manuels scolaires, les présentations audio-visuelles partiales, et l'héritage de « données » psychiques plus ou moins conscientes charriées parfois par l'éducation religieuse et plus souvent encore par l'ignorance et l'obscurantisme. Dans cette bataille, un enseignement scientifique de l'histoire des peuples constitue l'arme stratégique décisive. Dès lors que le racisme pseudo-scientifique occidental du XIX^e siècle graduait l'échelle des valeurs en tenant compte des différences physiques, et que la plus évidente de ces différences était la couleur de la peau, les Africains se retrouvaient automatiquement au bas de l'échelle parce qu'ils semblaient différer le plus des Européens, qui s'en octroyaient automatiquement le sommet. Les racistes ne cessaient de proclamer que l'histoire de l'Afrique n'avait ni importance ni valeur: les Africains ne pouvant être les auteurs d'une « civilisation » digne de ce nom, il n'était chez eux rien d'admirable qui n'eût été copié ailleurs. C'est ainsi que les Africains devinrent objet — et jamais sujet — de l'histoire. On les jugeait aptes à recueillir des influences étrangères sans apporter en échange la moindre contribution à l'ensemble du monde.

Il y avait déjà longtemps — au début du XX^e siècle — que le racisme pseudo-scientifique exerçait son maximum d'influence. Après 1920, celle-ci déclinait chez les spécialistes des sciences sociales et naturelles. Après 1945, elle disparaissait virtuellement des milieux scientifiques respectables. Mais l'héritage de ce racisme se perpétuait. Au niveau des connaissances de l'homme de la rue, ce racisme était alimenté par une recrudescence des tensions raciales urbaines coïncidant avec l'apparition, dans les villes occidentales, d'immigrants de souche africaine ou asiatique de plus en plus nombreux. Il était étayé par le souvenir, gardé par la population, des leçons

3. Cf. chapitre 11. note sur « Races et histoire en Afrique ».

appries à l'école et, pour les écoliers de 1910 — époque où le racisme pseudo-scientifique constituait la doctrine officielle de la biologie —, l'heure de la retraite ne devait sonner qu'après 1960. Bien plus insidieuse encore était la survie des conclusions fondées sur des allégations racistes après que celles-ci avaient cessé d'avoir un sens. Le postulat « l'histoire de l'Afrique n'offre pas d'intérêt parce que les Africains sont de race inférieure » était devenu insoutenable; mais certains intellectuels occidentaux se souvenaient vaguement que « l'Afrique n'a pas de passé », bien qu'ils en eussent oublié la raison.

Sous cette forme ou sous une autre, l'héritage du racisme ne cessait de consolider un chauvinisme culturel porté à considérer la civilisation occidentale comme la seule « civilisation » véritable. Vers la fin des années 60, sous le simple titre « Civilisation », la BBC présentait une longue série d'émissions consacrée exclusivement à l'héritage culturel de l'Europe occidentale. Sans doute, de temps à autre, d'autres sociétés étaient-elles considérées comme « civilisées »; mais vers le milieu du siècle, le degré d'alphabétisation détermine la ligne de partage entre la civilisation et... le reste. En grande partie illettrées à l'époque précoloniale, les sociétés africaines étaient rejetées dans la catégorie des « primitifs ». Pourtant, la plus grande partie de l'Afrique était, en fait, lettrée, en ce sens qu'une classe de scribes savait lire et écrire — mais non, certes, au sens d'une alphabétisation massive, qui partout avait été un phénomène postindustriel. L'Éthiopie possédait son ancienne écriture guèze. Toute l'Afrique islamique — l'Afrique du Nord, le Sahara, la frange septentrionale de la zone soudanaise, du Sénégal à la mer Rouge, et les villes côtières de la cote orientale jusqu'au détroit du Mozambique — avait utilisé l'écriture arabe. Avant même l'époque coloniale, l'arabe avait pénétré, çà et là, la forêt tropicale par le truchement des marchands Diula, tandis que le portugais, l'anglais et le français écrits servaient normalement de langues commerciales le long des côtes occidentales. Néanmoins, secondé par l'ignorance, le chauvinisme culturel conduisait les autorités occidentales à établir à la limite du désert la démarcation entre alphabétisation et non-alphabétisation; la désastreuse tendance à séparer l'histoire de l'Afrique du Nord de celle de l'ensemble du continent s'en trouvait renforcée.

Toutefois, l'exclusion des « non-civilisés » du royaume de l'histoire n'était que l'une des facettes d'un élément beaucoup plus important de la tradition historique occidentale. Les masses occidentales étaient, elles aussi, frappées par cette exclusion; non, sans doute, par suite de préventions de classe manifestes mais, simplement, en conséquence du caractère didactique de l'histoire, chaque fois que la louange des hommes célèbres était en mesure de proposer des modèles à l'émulation. Cependant, ce n'est pas au hasard que ces modèles devaient d'être généralement choisis parmi les riches et les puissants, tandis que l'histoire devenait le récit des faits et gestes d'une mince élite. Les types de comportement affectant l'ensemble de la société étaient minimisés ou ignorés. L'histoire des idées n'était pas l'histoire de ce que pensaient les gens; ce fut l'histoire des « grands desseins ». L'histoire économique n'était pas celle de l'économie ou des comportements

économiques; c'était l'histoire de telles politiques économiques gouvernementales importantes, de telles firmes privées, de telles innovations dans la vie économique. Si les historiens européens se désintéressaient aussi complètement d'un large secteur de leur propre société, comment auraient-ils pu s'intéresser à d'autres sociétés, à d'autres cultures?

Jusqu'ici, les deux tendances révolutionnaires qui se manifestent au sein des études historiques récentes ont suivi des cours étroitement parallèles — simplement parce que l'histoire européo-centrique et l'histoire des élites s'alimentaient aux mêmes sources. Mais c'est lentement que se nouera l'alliance potentielle entre ceux qui travaillaient à élargir le champ de l'étude de la société occidentale et ceux qui s'attachaient à donner une impulsion plus grande aux recherches historiques au-delà du monde occidental. Au départ, les deux groupes progressèrent tout en gardant leurs distances. Le principal souci des historiens de l'Afrique était de démentir l'assertion selon laquelle l'Afrique n'avait pas de passé, ou n'avait qu'un passé sans intérêt. Dans le premier cas, le plus simple était de prendre le taureau par les cornes. A ceux qui prétendaient que l'Afrique n'avait point de passé, les spécialistes de l'Afrique pouvaient opposer l'existence de royaumes et de vastes empires dont l'histoire politique s'apparentait à celle de l'Europe dans ses débuts. Les préventions « élitistes » du public occidental (comme aussi du public africain éduqué à l'occidentale) pouvaient servir de moyen d'action pour démontrer, en dernière analyse, l'importance de l'histoire africaine. Ce n'était là qu'un timide commencement. Il suffisait à dégager les aspects du passé de l'Afrique qui ressemblaient au passé de l'Occident, sans approuver les malentendus soulevés par les divergences de culture. Peu d'historiens s'étaient convaincus, jusque-là, que les empires sont souvent des institutions dures et cruelles, et non pas nécessairement un indice de progrès politique. Peu s'apprêtaient à reconnaître que, par exemple, l'une des grandes réalisations de l'Afrique était peut-être la société sans Etat, fondée davantage sur la coopération que sur la contrainte, que l'Etat africain s'était organisé de manière à présenter de réelles autonomies locales.

Cette tendance à accepter certaines particularités de l'historiographie classique — en tant que premier pas vers une « décolonisation » de l'histoire africaine — se rencontre communément dans l'étude de la période coloniale, là où existe déjà une histoire « coloniale » officielle, tendant à mettre l'accent sur les activités européennes et à ignorer la part africaine. Au pire, elle montrait les Africains sous l'aspect de barbares pusillanimes ou désaxés. Il s'ensuivait que d'Europe étaient venus des êtres supérieurs, qui avaient fait ce que les Africains n'auraient pu faire eux-mêmes. Même à son plus haut degré d'objectivité, « l'histoire coloniale » n'octroyait aux Africains que des rôles secondaires sur la scène de l'histoire.

Sans rien changer aux rôles, le premier effort pour corriger cette interprétation se borne à modifier les jugements de valeur. De héros qu'ils étaient, au service de la civilisation en marche, explorateurs, gouverneurs des colonies, officiers de l'armée deviennent de cruels exploitants. L'Africain prend figure d'innocente victime, mais on ne lui accorde rien qui ne soit passif.

C'est toujours à une poignée d'Européens que l'Afrique et son histoire doivent d'être ce qu'elles sont. (Sans doute, les Européens ont-ils parfois joué les grands premiers rôles pendant la période coloniale, mais toutes les révisions fondées sur des recherches nouvelles au niveau local permettent de minimiser l'influence européenne telle qu'elle est apparue dans l'« histoire coloniale » publiée avant 1960.)

Un second pas vers la décolonisation de l'histoire de la période coloniale est accompli parallèlement à la vague de mouvements nationalistes réclamant l'indépendance. Voici que des Africains jouent un rôle dans l'histoire; il est souhaitable de le mettre en pleine lumière. Les spécialistes de la science politique qui écrivirent à l'époque des mouvements d'indépendance ont ouvert les barrières⁴. Peu après, surtout au cours des années 60, les érudits commencent à remonter le temps en quête des racines de la résistance et des mouvements de protestation dans les débuts de l'époque coloniale et, plus loin encore, dans les premiers sursauts de résistance au joug européen⁵. Ces travaux sur les mouvements de résistance et de protestation sont un important correctif, mais on est encore loin d'envisager l'histoire de l'Afrique avec objectivité.

Au dernier stade, la décolonisation de l'histoire africaine pendant l'époque coloniale devra provenir d'une fusion de la révolte contre l'eurocentrisme et du mouvement anti-élitiste. La révolution behavioriste a déjà commencé à influencer l'historiographie africaine. Influence encore récente, limitée; il reste encore beaucoup à publier. Certains historiens ont néanmoins commencé à chercher une méthode commune interdisciplinaire leur permettant d'entamer l'étude de l'histoire de l'agriculture ou celle de l'urbanisation afin de mettre à contribution les autres sciences sociales. D'autres commencent à s'intéresser à de petites régions isolées, dans l'espoir que ces études de microcosmes révéleront la trame de l'évolution de structures économiques et sociales plus importantes et plus complexes⁶. La recherche taille hardiment son chemin dans le domaine des problèmes particuliers à l'histoire économique et religieuse, mais la véritable décolonisation de l'histoire africaine ne fait guère qu'y débiter.

Les progrès de l'histoire analytique — qui est aussi « l'histoire sur le terrain » à base d'investigations et de questions posées sur place, et non pas seulement la compulsions des archives — sont un pas important dans cette direction. L'indépendance à l'égard des archives se montre tout aussi essentielle pour la période coloniale que pour la précoloniale, où la documentation d'archives est relativement rare. De tout temps, le problème de l'« histoire coloniale » a été que, contrairement à ce qui s'est passé et se passe en Europe ou aux Etats-Unis, les archives ont été créées et alimentées par des étrangers. Ceux qui laissent des écrits y ont nécessairement incorporé leurs préjugés,

4. Consulter, par exemple, Thomas HODGKIN, 1956; David APTER, 1955; James S. COLEMAN, 1958; Charles-André JULIEN, 1952.

5. Voir, par exemple, George SHEPPERSON et Thomas PRICE, 1958; Y.O. RANGER, 1967; John ILIFFE, 1969; Robert ROTHBERG et Ali A. MAZRUI, 1970; Yves PERSON, 1968.

6. Voir Polly HILL, 1963.

leurs sentiments tant à l'égard d'eux-mêmes que de ceux qu'ils gouvernaient et de leurs rôles respectifs. C'est le cas de l'histoire de la politique intérieure de l'Europe ou des Etats-Unis, où le préjugé n'est que progouvernemental. Dans le monde colonial, il risquait d'entraîner des résultats désastreux pour peu que l'historien négligeât la possibilité de faire entendre un autre son de cloche grâce au témoignage verbal des contemporains de la colonisation.

Peut-être, dans certaines techniques récentes, les historiens de l'Afrique ont-ils quelque retard par rapport à d'autres collègues; mais, en ce qui concerne l'utilisation des traditions orales de l'époque précoloniale plus encore que de la coloniale, ils ont fait œuvre de pionniers. Cette œuvre se répartit sur deux périodes. Entre 1890 et 1914, une génération d'administrateurs lettrés alors au service des puissances coloniales commença à assurer la conservation des traditions orales d'importance historique. La seconde période remonte à une quinzaine d'années. La décennie 1950-1960 s'est terminée sur l'opinion formulée en 1959 par G.P. Murdock; d'après lui, « il était impossible de se fier aux traditions indigènes orales »⁷. La décennie suivante, 1960-1970, s'ouvrait sur la publication de Jan Vansina, *Oral tradition. A study in historical methodology*. Celle-ci indiquait quels contrôles, quelles critiques étaient nécessaires en vue de l'utilisation scientifique des traditions orales. Les travaux historiques récents fondés sur la tradition orale, souvent utilisée conjointement avec d'autres sources de documentation, peuvent être considérés comme un succès remarquable⁸. Le Séminaire de Dakar organisé en 1961 par l'International African Institute sur le thème « L'historien en Afrique tropicale » et celui de Dar-es-Salaam, tenu en 1965, sur le thème « Perspectives nouvelles sur l'histoire africaine » mirent vigoureusement l'accent sur les nouvelles approches nécessaires, soulignant notamment le rôle irremplaçable de la tradition orale comme source de l'histoire africaine ainsi que tout le parti que l'historien peut tirer de la linguistique et de l'archéologie informée par la tradition orale.

Grâce à leurs travaux sur l'époque précoloniale, les historiens de l'Afrique ont déjà influencé les autres sciences sociales. Cette influence se fait sentir sur plusieurs plans. Par-dessus tout, on lui doit d'avoir imposé la reconnaissance du fait que l'Afrique « traditionnelle », n'était pas demeurée statique. Economistes, spécialistes des sciences politiques, sociologues ont tous tendance à étudier la modernisation en se référant aux critères « avant » et « après »; « avant » s'appliquant à la « société traditionnelle » considérée comme virtuellement sans changement; « après », au processus de modernisation impliquant une transformation dynamique de l'image précédente. Observateurs de l'évolution, les historiens étaient à l'affût des changements qui ne cessent d'intervenir dans les sociétés humaines. Leurs recherches des dernières décennies ont apporté la preuve que, dans l'Afrique précoloniale,

7. G.P. MURDOCK, 1959, p. 43.

8. Voir, par exemple, Jan VANSINA, 1973; Raymond K. KENT, 1970; David William COHEN, 1972; l'étude de E.J. ALAGO, en partie résumée dans son chapitre « The Niger Delta states and their neighbours, 1609-1800 » dans *History of West Africa*, de J.F.A. AJAYI et Michael CROWDER, 2 vol. (Londres, 1971), I: 269-303; A. ROBERTS, 1968, Nairobi; NIANE D.T., 1960, Présence africaine.

institutions, coutumes, cadres de vie, religions et économies ont changé tout aussi rapidement que dans d'autres sociétés, entre les révolutions agricole et industrielle. Le rythme n'est pas aussi rapide que le rythme postindustriel, qui ne laisse pas d'affecter l'Afrique d'aujourd'hui, mais « l'immobilisme » du passé « traditionnel » n'a plus cours nulle part.

C'est aux anthropologues que l'utilisation d'une base, d'un point de départ « traditionnels » a posé les problèmes les plus sérieux. Dès les années 20, la plupart des anthropologues anglophones ont travaillé à partir d'un modèle de société qui permit de mettre l'accent sur le rôle joué par chacun des éléments constitutifs pour maintenir l'ensemble des activités du tout. Ils ont reconnu que les sociétés africaines qu'ils avaient pu examiner avaient beaucoup changé depuis le début du régime colonial, fait qu'ils ont considéré comme nuisible à leur démonstration. A leurs yeux, il convenait de rétablir le décor en se concentrant sur une seule période prise au hasard dans le passé immédiatement antérieur à la conquête européenne. Ils soutenaient qu'on pouvait découvrir la nature de cette société traditionnelle en relevant les données des observations actuelles et en faisant abstraction de tout ce qui ressemblait à une influence extérieure. Le résultat fut le « présent anthropologique ».

Cette approche fonctionnaliste doit beaucoup à Bronislaw Malinowski, qui domina l'anthropologie britannique au cours de la seconde et de la troisième décennie de ce siècle. Elle a beaucoup contribué à la compréhension du « fonctionnement » des sociétés primitives, et les « fonctionnalistes » ont enregistré d'autres progrès importants grâce à l'exploration minutieuse et prolongée des sites, grâce à l'observation en commun, et non pas simplement en questionnant des informateurs. Mais toute médaille a son revers. Les anthropologues se mirent à la recherche de sociétés primitives, d'îlots culturels, bouleversant les idées occidentales de la civilisation africaine. Il en résulta de graves lacunes dans la documentation relative aux sociétés africaines plus importantes et complexes et, partant, un nouvel apport au mythe d'une Afrique « primitive ». Leur effort pour abstraire le présent anthropologique du présent réel contribua à renforcer la conviction qu'en Afrique le changement venait obligatoirement de l'extérieur, dès lors que leurs hypothèses paraissaient dénier toute évolution aux sociétés africaines jusqu'à l'arrivée des Européens. Leur effort pour immobiliser la société témoin afin d'en décrire le fonctionnement de base les a souvent conduits à oublier que cette société qu'ils traitaient, aux fins d'analyse, en société statique, ne l'était pas réellement. Par dessus tout, cet effort allait les empêcher de s'interroger sur les raisons et les moyens de cette évolution ; ce qui eût révélé un tout autre aspect de la société examinée.

Sans doute, le fonctionnalisme aurait-il malgré tout suivi son cours sans l'impact de la discipline historique. Il a subi l'influence des études d'acculturation des années 1940 et 1950, tandis que Claude Lévi-Strauss et ses disciples s'engageaient dans une tout autre direction au cours des décennies d'après-guerre. Néanmoins, en ce qui concerne l'anthropologie politique et certains aspects de l'anthropologie sociale, les travaux des historiens de la

période précoloniale ont remis en lumière la dynamique de l'évolution et contribué à donner un nouvel essor à l'anthropologie.

L'étude des religions et des organisations religieuses africaines s'est modifiée sous l'influence des récentes recherches historiques. Les premiers prospecteurs de la religion africaine étaient, pour la plupart, soit des anthropologues en quête d'un ensemble statique de croyances et de pratiques, soit des missionnaires qui acceptaient le concept d'un présent anthropologique en étudiant les religions qu'ils espéraient supplanter. Ils reconnaissaient le dynamisme indéniable de l'islam, dont la diffusion pendant l'époque coloniale avait été plus rapide encore que celle du christianisme. Toutefois, les études les plus importantes sur l'islam ont été patronnées par le gouvernement français, en Afrique du Nord et en Afrique occidentale, en vue de faire échec à une éventuelle dissidence. Le sujet de ces études était moins l'évolution au sein de la religion que les organisations religieuses et leurs chefs. Au cours des dernières décennies, divers facteurs — et non pas seulement les historiens — ont contribué à donner un nouvel essor à l'étude de l'évolution religieuse. Les spécialistes des missions se sont intéressés aux progrès des religions africaines nouvelles, fondées sur des bases en partie chrétiennes, ainsi qu'aux églises indépendantes qui se détachaient des missions européennes. Les anthropologues férus d'acculturation se penchaient sur des travaux similaires et, avant tout curieux du rôle de la religion dans les rébellions coloniales et les mouvements de protestation, les historiens apportaient un concours positif. Concernant la période précoloniale, ils ont été conduits à reconnaître également l'importance évidente et capitale de la réforme religieuse dans l'ensemble du monde islamique. Il en est résulté une prise de conscience plus aiguë de l'évolution des religions non chrétiennes et non musulmanes, encore que les spécialistes des diverses sciences sociales aient à peine commencé à étudier les particularités de cette évolution aussi systématiquement qu'elles le méritent. A cet égard, l'intérêt récent pour les religions « animistes » ainsi que pour leurs associations souvent secrètes au rôle historique maintes fois remarquable, mérite d'être relevé.

Tandis qu'il semble possible aux spécialistes des diverses sciences sociales d'étudier ensemble et avec profit la religion africaine, en procédant à un large échange d'idées et de méthodes, les travaux sur les économies africaines demeurent sévèrement cloisonnés. De même que les historiens de la religion, les spécialistes de l'économie ont démontré, au cours des dernières années, que les différents types d'économie ne cessaient d'évoluer et que cette évolution répondait à des incitations d'ordre interne tout autant qu'à des influences d'outre-mer. Cependant, les économistes, et plus particulièrement les spécialistes de la croissance, poursuivent leurs travaux, sans égard pour la culture économique qu'ils tentent de maîtriser. Non seulement ils ont tendance à ignorer le mécanisme de l'évolution en cours, mais beaucoup d'entre eux n'accordent guère plus d'attention aux modèles statiques des anthropologues économistes.

Ainsi, par exemple, pour justifier la théorie de la croissance, convenait-il d'assurer que l'Afrique est, dans une large mesure, faite d'économies de « subsistance », dans le cadre desquelles chaque unité familiale produit la

presque totalité des biens qu'elle consomme et assure son propre service. Ce point de vue a été plus particulièrement soutenu par Hla Myint, vers 1965, en même temps que la théorie du développement économique «vent-for-surplus», fondée sur la libération des ressources et des moyens de production insuffisamment employés⁹. En fait, aucune communauté de l'Afrique précoloniale ne subvenait si entièrement à ses propres besoins qu'elle ne se livrât à aucun commerce; et nombreuses étaient les sociétés africaines qui possédaient des réseaux complexes de production et d'exportations particulières à l'intention de leurs voisins. Sur les confins du Sahara, de nombreuses tribus pastorales se procuraient la moitié, si ce n'est plus, de leur consommation annuelle de calories en troquant les produits de leur élevage contre les céréales. D'autres produisaient et vendaient régulièrement les surplus agricoles leur permettant d'acquérir certaines denrées exotiques — sel, bétail, beurre de Galam, noix de kola, dattes. L'erreur qui se dissimule sous le tableau d'une économie africaine statique est, bien entendu, le mythe sempiternel de l'Afrique «primitive», erreur renforcée par la tendance des anthropologues à choisir les communautés les plus simples, et leur ancienne tendance à faire abstraction du temps dans leurs conceptions.

Ces économistes et les anthropologues qui ont étudié, sur le terrain, l'économie africaine ont, évidemment, souligné l'importance du commerce dans l'Afrique précoloniale. Certains ont noté que les économies africaines évoluaient rapidement avant l'arrivée massive des Européens. Cependant, s'écartant de la ligne de pensée orthodoxe, un groupe a fait ressortir les différences plus que les similitudes des cultures économiques. Parfois appelés «substantivistes», par suite de leur insistance à étudier la nature *substantive* de la production et de la consommation, de leur effort, aussi, à relier la façon dont l'homme satisfait ses besoins matériels au cadre élargi d'une société particulière, et non pas à une théorie officielle, les membres de ce groupe ont tenté de prouver que la théorie économiste n'est pas applicable au domaine de leurs recherches¹⁰. Il en résulte un véritable abîme entre les économistes de l'expansion qui, travaillant sous l'inspiration de théories macro-économiques, accordent peu d'attention aux réalités économiques du moment et les substantivistes qui font fi des théories adverses. Jusqu'ici les spécialistes de l'histoire de l'économie n'ont pas comblé l'abîme, pas plus qu'ils n'ont exercé sur les idées économiques relatives à l'Afrique une influence comparable à celle des historiens sur l'anthropologie ou l'étude des religions. L'histoire africaine a fait des pas de géant, au cours des dernières années spécialement pour lancer des méthodes nouvelles et pour couvrir des zones à peine explorées. Mais elle n'a pas assez tiré profit des voies nouvelles ouvertes ailleurs. Elle n'a pas relevé aussi rapidement que d'autres disciplines le défi de la révolution behavioriste, ni profité des possibilités étonnantes de l'histoire quantitative tant en matière politique que dans le domaine de l'économétrie.

Au cours d'explorations de plus en plus poussées dans le passé de l'Afrique le rayonnement de la nouvelle histoire africaine a été l'œuvre d'un

9. Hla MYINT, 1964.

10. Pour un résumé pertinent de la position, voir George DALTON 1968.

groupe d'historiens de métier pour qui cette histoire est devenue l'objet principal de leur enseignement et de leurs écrits. Si, dans le monde occidental, la connaissance de l'histoire de l'Afrique a tant piétiné, même par rapport à l'historiographie de l'Asie, ou de l'Amérique latine, c'est qu'elle était l'œuvre d'historiens amateurs, d'hommes ayant d'autres activités professionnelles, mais non une position établie dans le monde universitaire, d'hommes à qui faisait donc défaut la possibilité d'influencer les milieux d'historiens dans quelque pays occidental que ce fût. Quelques travaux de recherche sur l'Afrique étaient menés dans les Instituts de Scandinavie ou d'Europe centrale et orientale, dès avant la Seconde Guerre mondiale. Mais ils demeuraient marginaux dans le programme général de l'enseignement supérieur. Ils ne menaient donc pas à la formation d'historiens. Seules exceptions : l'égyptologie et certains aspects du passé de l'Afrique du Nord à l'époque romaine. Pour le reste, on compte, avant 1950, peu d'hommes de métier parmi les historiens de l'Afrique. On trouve des administrateurs coloniaux et des missionnaires. On compte aussi des ecclésiastiques ou des religieux africains, utilisant l'une des langues internationales — tels Carl Christian Reindorf de la Côte-de-l'Or; Samuel Johnson, pour les Yorouba; ou le cheikh Moussa Kamara, du Sénégal, dont le *Zuhur ul-Basatin fi Ta'rikh is-Sawadin* n'est pas encore publié en son entier et commence à peine à être consulté par d'autres historiens¹¹. Certains anthropologues se sont aussi penchés sur des thèmes historiques; mais, en Afrique, avant 1950, aucune université n'a encore proposé un programme satisfaisant de spécialisation en histoire africaine au niveau de la licence. En 1950, il n'est aucun historien de métier qui se consacre exclusivement à la rédaction de l'histoire africaine et à son enseignement. Vingt ans plus tard, près de cinq cents historiens ayant accédé au doctorat ou à une qualification équivalente ont élu l'histoire de l'Afrique comme activité principale.

La rapidité de cette évolution est surprenante. Rétrospectivement, elle s'explique assez bien. En Afrique, en Europe, en Amérique du Nord — et sur chaque continent pour des raisons différentes — la conjoncture politique, intellectuelle et universitaire s'est révélée particulièrement favorable à l'apparition d'une pléiade d'historiens de métier axés sur l'Afrique. En Afrique, depuis la fin des années 40, le besoin s'en faisait d'autant plus sentir qu'un mouvement de plus en plus pressant vers l'indépendance était prévisible, au moins pour la plus grande partie de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Après 1950, la fondation de nouvelles universités créait le besoin d'une histoire renouvelée de l'Afrique envisagée d'un point de vue africain — d'abord au niveau de l'université — de là, descendant jusqu'à l'école en passant par les établissements de formation pédagogique. Parmi les pionniers de cet énorme effort de rééducation, on doit citer K. Onwuka Dike; il fut le premier d'une génération nouvelle d'historiens africains à franchir les étapes d'une formation pédagogique normale — ce qu'il fit à l'Université de Londres. Des historiens expatriés adhèrent au mouvement: J.D. Fage, de l'Université

11. S. JOHNSON, 1921; Carl Christian REINDORF, 1899; Cheikh MOUSSA KAMARA, 1970.

du Ghana (Côte-de-l'Or, à l'époque); J.D. Hargreaves à Forah Bay, dans la Sierra Leone; Christopher Wrigley et Cyril Ehrlich, à Makerere College.

En Afrique francophone, un mouvement parallèle se dessina plus progressivement. Dans les anciens territoires français, les universités continuèrent, longtemps après l'indépendance, à dépendre du système français; en conséquence, elles conservèrent également les traditions historiques françaises. Néanmoins, des pionniers s'orientaient vers une histoire de l'Afrique. Dans ce cadre, de notables contributions ont été apportées: au Sénégal, par Amadou Mahtar M'Bow; en Haute-Volta, par Joseph Ki-Zerbo; au Cameroun, par le père Engelbert Mveng. Dès le début des années 50, les historiens venus de l'extérieur et établis en Afrique francophone, qui allaient jouer un rôle dominant dans les universités, s'adonnaient à la recherche. Déjà, Jan Vansina, qui allait contribuer à l'enseignement de l'Histoire africaine à l'université de Lovanium, était à l'œuvre dans les institutions de recherche du gouvernement belge au Congo et au Rwanda. A l'IFAN à Dakar, Raymond Mauny, futur professeur d'histoire africaine à la Sorbonne, se consacrait à la recherche en Afrique occidentale. Yves Person, encore administrateur colonial, commençait les investigations qui donneront naissance, en 1968, à sa thèse sur Samori et lui permettront de contribuer à l'introduction de l'histoire de l'Afrique dans les universités d'Abidjan et de Dakar. Présence africaine, par sa revue et par les deux grands congrès des Ecrivains et Artistes noirs à Paris et Rome en 1956 et 1959, impulsait vigoureusement ce processus.

Toutes ces activités allaient de pair avec le développement en Afrique même des études historiques africaines. Dans cette rencontre de l'histoire de l'Afrique avec l'histoire du monde, le moment capital est celui où progresse, sur les autres continents, l'étude de l'histoire africaine; progrès parallèles dans le temps à ceux de l'histoire de l'Afrique dans les universités africaines. Dès 1950, Roland Oliver commençait à enseigner l'histoire africaine à l'école des études orientales et africaines à l'Université de Londres. En URSS, D.A. Olderogge et ses collègues de l'Institut ethnographique de Léninegrad inauguraient un programme systématique de recherches qui a abouti en temps voulu à la publication de toute la documentation connue sur l'Afrique sud-saharienne depuis le XI^e siècle et au-delà, dans les langues de l'Europe orientale, avec traduction et annotations en russe¹². Pendant cette même décennie, la première chaire d'histoire africaine était créée à la Sorbonne; il y en eut bientôt deux; celle de l'ancien gouverneur des colonies Hubert Deschamps, et celle de Raymond Mauny. De son côté, Henri Brunschwig prenait la direction des recherches sur l'histoire africaine à l'École pratique des hautes études, tandis que Robert Cornevin publiait la première édition de son résumé de l'histoire de l'Afrique, maintes fois révisée et complétée depuis lors.

Au-delà de l'Europe et de l'Afrique, les progrès étaient moins rapides; en Europe même, l'histoire africaine n'a d'abord été admise dans le cycle universitaire que dans les pays colonisateurs. Dans les Amériques, où une grande partie de la population est d'origine africaine, on aurait pu s'attendre

12. KUBBEL L.E. et MATVEIEV V.V., 1960, et 1965.

à une manifestation d'intérêt. Mais, si importants qu'y fussent les vestiges culturels africains, ni le Brésil ni les Caraïbes ne témoignèrent beaucoup d'attention. En Haïti, quelques intellectuels montrèrent de la sollicitude à l'égard de la culture locale à base d'un africanisme datant des premiers travaux du D' Price-Mars (1920). A Cuba, l'influence de la culture afro-cubaine se faisait fortement sentir chez certaines personnalités du monde des lettres; entre autres, Nicolas Guillén. Toutefois, pas plus qu'au Brésil, la sympathie manifestée pour une culture afro-américaine ne suscita d'intérêt pour l'Afrique, encore moins pour son histoire. Dans les Antilles britanniques, la décolonisation, y compris la décolonisation de l'histoire locale, bénéficiait d'une priorité plus élevée; aussi, même après 1960, le pan-africanisme politique n'eut-il pas de résonance historique chez les intellectuels des Antilles.

L'intérêt était encore plus mince aux Etats-Unis avant 1960; le peu qui existât était concentré sur l'Afrique du Nord. Un récent sondage sur les thèses de doctorat relatives à l'histoire africaine présentées jusqu'à 1960 inclus en fixe le nombre à 74. Total étonnant, à vrai dire. Mais total trompeur. La plupart de ces thèses ont trait à l'Afrique du Nord et sont l'œuvre d'historiens spécialisés soit dans l'histoire ou l'archéologie classiques, soit dans l'histoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, soit — plus généralement — dans la colonisation européenne outre-mer. Seul, ou presque, le hasard avait permis que leur sujet de thèse se rapportât à l'Afrique. De ceux qui avaient choisi comme thème l'histoire coloniale, peu devinrent de vrais spécialistes de l'Afrique. Parmi les pionniers, on rencontre, à Yale, Harry R. Rudin. Dès les années 30, il avait publié des essais sur l'histoire de la colonisation allemande en Afrique; après 1950, son intérêt pour l'Afrique ne cessa de croître. Les Afro-américains formaient un groupe plus important encore. W.E.B. Dubois s'était intéressé à l'Afrique dès le début de sa carrière, bien qu'il n'ait eu la possibilité de s'en occuper qu'au moment de sa retraite et de son émigration au Ghana. Bien avant lui, en 1916, Carter G. Woodson avait fondé *The journal of negro history*. La publication était, en fait, plus afro-américaine qu'africaine, mais l'histoire africaine figurait officiellement dans son optique, et on y trouvait, de temps à autre, des articles sur le passé de l'Afrique. Toutefois, le véritable apôtre de l'histoire de l'Afrique fut William Léo Hansberry, de l'université de Howard, qui mena une campagne solitaire pour l'inscription de l'histoire de l'Afrique au programme d'enseignement des universités américaines et — la ségrégation étant encore appliquée — spécialement des collèges à forte majorité noire des Etats du Sud.

Ainsi, à des degrés divers, les conditions qui assureraient la diffusion de l'histoire africaine en dehors de l'Afrique existaient avant 1960. Aux alentours de cette date, la conquête de l'indépendance en Afrique du Nord et en Afrique tropicale a assuré outre-mer à l'Afrique un renouveau de publicité et suscité l'intérêt populaire, un intérêt qui se portait sur son passé — non sur son présent ni son avenir. Cependant, en divers endroits, les progrès de l'histoire africaine étaient décevants. En dépit de l'importance politique accordée à l'unité africaine, les universités et les étudiants de l'Afrique du Nord n'avançaient qu'imperceptiblement vers une conception plus continentale de l'étude de leur propre passé. Le Maghreb faisait corps avec le monde méditerranéen, le

monde musulman, le monde intellectuel francophone dont Paris était encore le centre. Ces trois mondes suffisaient à mobiliser toute l'attention du public lettré. Il est souvent arrivé aux porte-parole officiels égyptiens de souligner que l'Égypte était africaine tout autant qu'arabe et musulmane, mais les études d'histoire en Égypte relevaient surtout de l'esprit de clocher, alors même que le barrage d'Assouan et les travaux des équipes archéologiques internationales en Nubie appelaient l'attention sur le Nil supérieur.

«Esprit de clocher», c'était aussi — et plus encore — le propre des études historiques en Afrique du Sud. Le contrôle politique exercé par des Européens d'outre-mer dans la République d'Afrique du Sud ne se relâchait pas. Dans les universités, l'histoire africaine passait à peu près inaperçue; l'«histoire», c'était celle de l'Europe et celle de la minorité européenne d'Afrique du Sud. Avec *The Oxford history of South Africa* (1969-1971), l'optique s'élargissait au point d'inclure la majorité africaine, mais l'un des auteurs, l'historien Leonard Thompson, n'enseignait plus en Afrique du Sud; et bien que férue d'histoire, l'autre, Monica Wilson, était une anthropologue. Au Zimbabwe, vers 1960, la tendance était à l'inclusion d'un aperçu de l'histoire africaine dans les études d'histoire, mais la déclaration unilatérale d'indépendance de la minorité blanche à l'égard de la Grande-Bretagne allait renverser la vapeur. Chose curieuse, le Zimbabwe a produit en étudiants de l'histoire de l'Afrique, un pourcentage plus élevé que celui de l'Afrique du Sud, mais la plupart ont dû poursuivre en exil l'exercice de leur profession.

L'Afrique tropicale a été le premier foyer d'étude de l'histoire africaine sur le continent africain et c'est là que les progrès les plus marquants ont été réalisés lors de la première décennie d'indépendance. L'histoire africaine était déjà un élément du programme d'enseignement des universités de cette région, mais il s'agissait alors de trouver un équilibre approprié entre l'histoire locale, régionale, africaine et mondiale, c'est-à-dire, en bref, de décoloniser l'ensemble du programme d'histoire et non de se borner à y ajouter une composante africaine. C'est en Afrique anglophone qu'ont eu lieu les plus grands changements, les normes rigides instituées par les Européens s'y étant assouplies plus vite que dans les pays francophones. L'enseignement de l'histoire de la Grande-Bretagne et de son empire a cédé la place à d'autres matières. L'histoire de l'Empire britannique a tendu à disparaître complètement et celle de la Grande-Bretagne à se fondre avec celle de l'Europe. En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire de l'Europe en Afrique, le nouveau courant qui s'est dessiné tend à subordonner les différentes histoires nationales à l'étude de grands thèmes qui transcendent les frontières, comme l'urbanisation ou la révolution industrielle. En même temps les historiens africains ont aussi commencé à s'intéresser à l'histoire d'autres régions — celle du monde islamique au nord, en insistant particulièrement sur son influence au sud du Sahara, celle de l'Amérique latine ou de l'Asie du Sud-Est, parce qu'elles pouvaient être considérées comme recoupant certains aspects de l'expérience africaine, celle de l'Asie de l'Est où la croissance économique du Japon constituait un exemple dont l'Afrique pourrait tirer des leçons. L'impact de l'histoire africaine a ainsi consisté à amener une réorientation générale en direction d'une conception du monde et de son passé qui sera

vraiment afrocentrique — sans s'intéresser exclusivement à l'Afrique et aux Africains comme la vieille tradition européenne s'intéressait exclusivement aux Européens, mais dans le cadre d'une *Weltanschauung* où l'Afrique et non l'Europe est le point de départ.

Ce but n'est pas encore complètement atteint, même dans les plus avancées des universités anglophones. Il faudra inévitablement du temps pour former une nouvelle génération d'historiens africains novateurs qui explorent de nouvelles voies qu'ils auront choisies eux-mêmes. Les universités francophones ont pris un retard d'environ une décennie: Abidjan, Dakar et Lubumbashi (héritière de Lovanium dans le domaine de l'histoire) sont les plus vieilles universités francophones et leurs professeurs d'histoire ne sont en majorité des Africains que depuis le début des années 1970, alors que cette évolution s'était produite dès le début des années 1960 dans les plus vieilles universités anglophones. Maintenant que des historiens africains sont en poste dans les universités francophones, un réajustement similaire des conceptions de l'histoire mondiale est à prévoir. Mais dès 1963 la réforme des programmes d'histoire intervient dans les écoles secondaires des pays francophones. Elle sera suivie immédiatement de la réforme des programmes des études historiques universitaires dans le cadre du programme du C.A.M.E.S. (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur).

L'impact de l'histoire africaine sur la recherche historique et l'enseignement de l'histoire en Europe occidentale est lié à l'ancienne relation coloniale. C'est une des raisons pour lesquelles la France et l'Angleterre ont été les principaux centres européens d'étude de l'histoire africaine.

Certains progrès ont néanmoins été enregistrés ailleurs dans l'enseignement de l'histoire africaine, particulièrement en Tchécoslovaquie et en Pologne, ainsi qu'en URSS, où l'histoire de l'Afrique est systématiquement enseignée à l'Université Patrice-Lumumba de Moscou, dont la mission spécifique consiste à former des étudiants africains. Ailleurs, des spécialistes solitaires poursuivent des recherches dans différents centres universitaires, encore que cela se fasse de façon plus systématique dans les instituts de recherche qui suivent la tradition allemande d'organisation universitaire. Les chercheurs qui se consacrent à l'Afrique sont donc un peu isolés. Cela pourrait fort bien contribuer à expliquer pourquoi les études historiques continuent à ne faire aucune place à l'Afrique dans de nombreuses universités européennes, sauf en Angleterre et en France.

La tradition générale des études historiques s'inspire également d'un esprit de clocher dans ces pays, mais la formation d'administrateurs coloniaux y a pesé d'un poids particulier. A partir de 1955 environ, le processus de rapatriement de ces administrateurs a commencé, et plusieurs d'entre eux ont entamé une nouvelle carrière d'historiens des pays où ils avaient exercé leurs fonctions. Tel a été notamment le cas en France, comme le montre l'exemple des professeurs Deschamps et Person. Pour ce pays comme pour l'Angleterre, la création et la croissance des nouvelles universités africaines, qui datent des années 1950, ont ouvert des emplois en Afrique. De jeunes historiens ont choisi des thèmes africains pour leur apprentissage de la recherche ou ont commencé à s'intéresser à l'histoire africaine lorsqu'ils sont

partis enseigner en Afrique. Puis, dans les années 1960 et 1970, ces historiens expatriés ont été progressivement remplacés par des Africains et réabsorbés dans le corps enseignant de l'ex-métropole, souvent après avoir passé de huit à dix ans en Afrique. Tous ne sont pas revenus enseigner l'histoire africaine, mais le nombre total de ceux qui l'ont fait est significatif. Celui des historiens venant d'universités africaines qui sont entrés dans des universités britanniques entre 1965 et 1975 se situe peut-être entre 60 et 70, ce qui représente 8 à 10% environ du recrutement d'historiens dans les universités britanniques pour cette période. En 1974, trois chaires d'« histoire moderne » (expression qui désignait traditionnellement l'histoire de la Grande-Bretagne moderne) étaient occupées par des historiens dont les principaux travaux de recherche avaient été consacrés à l'Afrique. Il est encore trop tôt pour déterminer l'influence que ce retour d'Afrique aura sur les traditions historiques britanniques en général, mais il se pourrait bien qu'elle soit appréciable.

En France, bien que les chiffres correspondants soient un peu plus faibles et que les enseignants revenus d'Afrique constituent un plus petit pourcentage du recrutement universitaire, on observe un phénomène semblable. Une nouvelle génération d'historiens a commencé à s'intéresser à l'Afrique. A Paris, dans les différentes universités comme au Centre d'études africaines, qui est inter-universitaire, un certain nombre de spécialistes de l'histoire, de la sociologie et de l'archéologie ont travaillé plus ou moins longtemps dans des universités africaines, avec lesquelles ils restent en rapport étroit. La situation est très comparable à Aix, Bordeaux et Lyon. Parallèlement, les universités britanniques et françaises ont assuré la formation d'historiens africains chargés de remplacer les expatriés¹³. Ainsi, des institutions comme la School of Oriental and African Studies (SOAS) à Londres et des sections plus éparses de la Sorbonne et des grandes écoles à Paris ont eu tendance à assumer un rôle particulier. A la SOAS, par exemple, 58% de ceux qui ont obtenu un doctorat entre 1963 et 1973 ont commencé par enseigner en Afrique; moins de 20% du total étaient des Britanniques et 13% seulement ont pris leur premier poste dans une université britannique¹⁴. Cela a quelque peu diminué l'impact direct de la SOAS sur l'éducation britannique, SOAS où se trouve le corps le plus important d'historiens de l'Afrique rassemblé où que ce soit dans le monde par une université. Mais son influence indirecte a été considérable. Outre la SOAS, les universités de Birmingham, du Sussex et d'Edimbourg ont assigné parmi les programmes qu'elles offrent une mission particulière à l'histoire africaine, et au moins huit autres disposent d'un spécialiste de l'histoire africaine qui enseigne régulièrement cette matière à des étudiants du premier cycle.

13. Je tiens à remercier le professeur J.F. Ade AJAYI, de l'Université de Lagos et les professeurs J.D. FAGAE et Roland OLIVER, pour les renseignements qu'ils m'ont donnés au sujet de l'impact de l'histoire africaine sur l'histoire en général en Europe et en Afrique, respectivement. Toute erreur de fait ou d'évaluation que le présent texte pourrait comporter, me serait néanmoins imputable.

14. Roland OLIVER, « African Studies in London, 1963-1973 », (communication non publiée diffusée au Troisième Congrès international des africanistes, Addis-Abeba, décembre 1973).

Ce niveau particulier de développement en Grande-Bretagne était peut-être prévisible, compte tenu des intérêts colonialistes et néo-colonialistes propres à ce pays à l'endroit des structures universitaires africaines. En revanche, l'énorme croissance au cours des années 1960 de la recherche sur l'histoire de l'Afrique, en Amérique du Nord, était d'autant plus imprévisible que les historiens des Etats-Unis n'avaient pas la réputation de traiter équitablement l'histoire des Afro-Américains de leur propre société. La forte minorité de descendants d'Africains présente aux Etats-Unis depuis les origines n'avait pas suscité un intérêt notable pour l'Afrique même chez la plupart des Afro-Américains. Du reste, l'essor soudain des études sur l'histoire africaine peut être observé au Canada comme aux Etats-Unis, bien que le Canada n'ait ni gouverné une partie de l'Afrique, comme la Grande-Bretagne, ni compté parmi ses ressortissants une importante minorité afro-américaine, comme les Etats-Unis.

Avant 1960, c'est à peine si l'histoire de l'Afrique était enseignée en Amérique du Nord. Vers 1959, peu après sa fondation, l'*African Studies Association* ne compte que vingt-et-un membres, résidant aux Etats-Unis ou au Canada, susceptibles de revendiquer la qualité d'historiens. Parmi ceux-ci, moins de la moitié occupent des postes universitaires exigeant d'eux qu'ils consacrent à l'histoire de l'Afrique le meilleur de leur temps. Par ailleurs, le Premier Congrès international des africanistes réunissait à Accra, en 1962, environ huit cents participants devant lesquels le Président Kwame Nkrumah, dans un discours inaugural, brossait les responsabilités de la discipline historique pour l'Afrique nouvelle. Puis c'est l'avalanche. En 1970, le nombre de Nord-Américains spécialisés dans l'archéologie africaines atteignait environ 350. Certains étaient historiens; ils avaient débuté dans quelque autre discipline avant de changer de cap, mais la plupart étaient de jeunes étudiants juste sortis du cycle secondaire. Entre 1960 et 1972, les écoles américaines fournirent plus de 300 docteurs d'Etat en histoire africaine. Il y a parmi eux des jeunes venus d'Afrique qui envisagent d'y retourner. Quelques-uns arrivent d'Europe, mais la grande majorité sont des Nord-Américains. Entre Afro et Euro-Américains, la proportion est la même que dans l'ensemble de la population: environ 10% aux Etats-Unis, sensiblement moins au Canada.

Ainsi, deux tendances contradictoires dans le cadre des études historiques ont-elles poussé à la diffusion en Amérique du Nord de l'histoire de l'Afrique. Des idées de la communauté afro-américaine est née la solide conviction que l'Afrique était la propriété des peuples africains et de leurs descendants établis sur d'autres continents exactement comme, en Europe, les histoires nationales étaient devenues la propriété de chaque nation européenne. En un sens, la différence implicite entre les buts de « l'histoire de l'Afrique pour les Africains » et de « l'histoire de l'Afrique dans le cadre de l'histoire mondiale » se manifestait en pleine lumière. Différence, toutefois, n'est pas conflit. Les deux « histoires » ne sont pas incompatibles, bien qu'elles aient choisi de mettre l'accent sur des aspects différents du passé.

De ce fait, la tendance à l'ethnocentrisme en histoire a été plus sérieusement ébranlée en Amérique du Nord qu'ailleurs. Dans de nombreuses écoles, la vieille « histoire du monde », qui n'était en réalité qu'une histoire

de la civilisation occidentale, a fait place au cours des années 1960 à des tendances nouvelles et plus authentiques pour situer l'histoire dans une perspective mondiale, où l'Afrique s'est trouvée mise à égalité avec d'autres grandes zones de culture comme l'Asie du Sud ou de l'Est. De nombreux départements d'histoire des universités nord-américaines ont commencé à passer de l'ancienne division entre histoire américaine et européenne à une division de l'histoire en trois branches, la troisième — celle du Tiers monde — devenant l'égale des deux autres.

Cette évolution est encore loin d'être achevée, mais, parallèlement à la diffusion de l'histoire africaine en Grande-Bretagne et en France et à la réorientation du programme d'enseignement de l'histoire dans les universités africaines, elle marque une étape sur la voie qui assurera à l'histoire africaine son plein impact sur l'histoire en général. A long terme, le succès dépendra des efforts conjugués des spécialistes africains écrivant l'histoire de leurs propres sociétés, de ceux des historiens non africains qui interprètent l'histoire africaine pour d'autres sociétés et d'un élargissement des sciences sociales internationales jusqu'au point où les spécialistes des autres disciplines devront prendre en considération les données africaines avant de se risquer à toute généralisation sur la vie des sociétés humaines.